

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 05/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

TECHNIQUES SURFACES ANDREZIEUX

Z.I. SUD RUE BARTHELEMY THIMONNIER
42160 ANDREZIEUX BOUTHEON

Références : 20221005_UIDLHL_EAR_359
Code AIOT : 0006103294

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2022 dans l'établissement TECHNIQUES SURFACES ANDREZIEUX implanté Z.I. SUD Rue Barthélémy Thimonnier 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON. L'inspection a été annoncée le 21/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

TSA a présenté

- une demande d'aménagement des Valeurs limites d'émissions des rejets atmosphériques
- un porté à connaissance avec demande dite de "cas par cas" pour une activité de traitement de bains usées et boues issues du procédé de nitruration (rubrique 2790 de la nomenclature des installations classées)

L'inspection avait pour but de vérifier le respect des VLE "air" proposées à l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, et d'examiner sur site les compléments nécessaires pour la décision Cas par Cas à proposer à l'Autorité préfectorale et les suites à donner au porté à connaissance.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TECHNIQUES SURFACES ANDREZIEUX
- Z.I. SUD Rue Barthélémy Thimonnier 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON
- Code AIOT : 0006103294
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

TSA est un site réalisant du traitement de surface à façons de pièces métalliques en industrialisant les procédés développés par le centre de recherche HEF. Le site est soumis à la Directive IED du fait des volumes de bains actifs mis en oeuvre. Il est réparti en trois secteurs distincts (Thimonnier, Dallières et Fondrières) qui mettent en oeuvre des procédés de traitement variés et parfois très pointus.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Emissions atmosphériques
- Porté à connaissance et demande de Cas par Cas

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Pour ce qui concerne les Emissions atmosphériques

- vérifier la situation du site au regard de la rubrique 1978-8 et indiquer le cas échéant comment seront respectées les VLE correspondantes ;

- le dossier de demande au Cas par Cas et le porté à connaissance sont à compléter. **Le délai de la procédure Cas par Cas débutera au dépôt d'une demande complète** (cumul des effets, émissions diffuses, émissions à canaliser éventuellement, risques accidentels et leur maîtrise) ;

- Le porté à connaissance pourra relever, sur demande expresse à argumenter, de l'article R.512-37 du code de l'environnement (autorisation temporaire pour une durée incompatible avec les délais d'une procédure d'autorisation environnementale)

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rubrique 1978-8	Décret du 28/10/2019, article Article 1	/	Sans objet
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article Article 9.1	/	Sans objet
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 11/06/2020, article Article II.1.1.2	/	Sans objet
4	Projet Pilote Sels de lithium	Code de l'environnement du 26/01/2017, article Article R.512-37	/	Sans objet
5	Projet Pilote Sels de lithium	Code de l'environnement du 29/06/2021, article Article R.122-3.1	/	Sans objet
6	Projet Pilote Sels de lithium	Arrêté Préfectoral du 03/06/2015, article Titres 3, 4, 5, 6, 7	/	Sans objet
7	Projet Pilote Sels de lithium	Arrêté Préfectoral du 03/06/2015, article Titre 8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les suites envisagées par l'inspection seraient

- un arrêté préfectoral complémentaire en correction de l'APC du 11 juin 2020
- une décision de l'Autorité environnementale (préfète de la Loire) sur la demande de Cas par Cas
- un arrêté préfectoral d'autorisation temporaire pour la rubrique 2790

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubrique 1978-8

Référence réglementaire : Décret du 28/10/2019, article Article 1
Thème(s) : Situation administrative, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Quantité de solvants utilisés
Constats : L'exploitant indique devoir vérifier la quantité de solvants utilisés au regard du seuil de la rubrique 1978-8 (5 t pour classement en Déclaration) L'inspection constate que les émissions de COV semblent par calcul rapide des flux émis supérieures à 5 t par an donc la vérification des quantités consommées est nécessaire.
L'exploitant transmet sous 1 mois les éléments justificatifs des quantités de solvants consommées et le tableau de classement mis à jour si le site relève de la rubrique 1978-8
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Arrêté Préfectoral Complémentaire, notamment pour mise à jour au titre de la rubrique 1978-8 si le site en relève.

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/12/2019, article Article 9.1
Thème(s) : Risques chroniques, VLE pour les COV
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Respect de la VLE de 100 mg/Nm3
Constats : Si le site est soumis à la rubrique 1978, la VLE/concentration applicable pour les émissions de COV est de 100 mg/Nm3. L'exploitant doit justifier sous 1 mois que cette VLE est respectée. Si cette VLE en concentration est dépassée sur un ou plusieurs émissaires, le traitement de ces émissions doit être adapté pour respecter la VLE.
L'exploitant propose le plan d'action correspondant sous 1 mois et réalise les travaux sous 3 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Arrêté Préfectoral Complémentaire

N° 3 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2020, article Article II.1.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, VLE toutes substances
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Respect des VLE
Constats : La surveillance opérée sur les rejets sur la base de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2020 donne sur certains paramètres des résultats aberrants car les VLE fixées, qui étaient basées sur la précédente EQRS du site, étaient parfois inférieures aux limites de quantification du laboratoire d'analyses.
Les VLE proposées par l'exploitant sont basées sur l'EQRS mise à jour en interne (par utilisation de MODUL'ERS après formation par l'INERIS). Les VLE proposées doivent respecter les VLE de l'arrêté

ministériel du 30 juin 2006. En particulier : - les COV (voir constat précédent) à 100 mg/Nm3 si le site est soumis à déclaration au titre de la rubrique 1978-8 - pour le CrVI, l'exploitant propose de supprimer la surveillance sur les émissaires captant des installations ne mettant pas en œuvre cette substance. En effet, les peintures utilisées ne contiennent plus de CrVI, aussi les émissaires reliés aux cabines ne sont plus concernées par cette surveillance. L'inspection rappelle que les conduits doivent être nettoyés avant suppression d'une substance du programme de surveillance. Un APC sera proposé pour corriger l'article II.1.1.2 de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2020
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Arrêté Préfectoral Complémentaire

N° 4 : Projet Pilote Sels de lithium

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article Article R.512-37
Thème(s) : Situation administrative, Autorisation temporaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Caractère temporaire de l'activité (déchets entrant)
Constats : L'article R.512-36 (recherche/essais) ne permet pas de s'affranchir de la procédure d'autorisation. L'article R.512-37 permet d'envisager de s'affranchir des consultations liées à une autorisation environnementale (cas du site qui serait nouvellement soumis à autorisation au titre de la rubrique 2790). L'exploitant doit demander explicitement le bénéfice de cet article, et pour ce faire justifier du caractère temporaire de l'activité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Arrêté Préfectoral Complémentaire

N° 5 : Projet Pilote "traitement des bains d'oxydation et de nitruration"

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/06/2021, article Article R.122-3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Critères de l'examen au Cas par Cas
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Projet de pilote pour le traitement des bains d'oxydation et de nitruration Les caractéristiques des projets doivent être considérées notamment par rapport : b) Au cumul avec d'autres projets existants ou approuvés ;
Constats : La demande de Cas par Cas déposée doit être complétée par une analyse du cumul des incidences du projet avec les projets connus (notamment le GREEN CENTER, et un projet éventuel des entreprises voisines). En fonction des éléments qui seront communiqués, le dossier d'autorisation environnementale sera soumis à étude d'impact ou étude d'incidence. La demande d'autorisation environnementale qui suivra pourra être traitée selon les dispositions de l'article R.512-37 (autorisation temporaire) pour permettre la mise au point des procédés du futur GREEN CENTER à partir de bains de nitruration et d'oxydation en provenance de l'extérieur, à condition que l'exploitant en fasse explicitement la demande et justifie du caractère temporaire de l'activité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Décision de l'Autorité environnementale (préfète de la Loire)

N° 6 : Projet Pilote "traitement des bains d'oxydation et de nitruration"

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2015, article Titres 3, 4, 5, 6, 7
Thème(s) : Risques chroniques, Toutes émissions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « a) A la dimension et à la conception de l'ensemble du projet ;
<p>Constats : Le projet vise à tester un procédé de valorisation par traitement des boues et bains usés issus du procédé de nitruration sur le site TSA pour que le GREEN CENTER (projet voisin émanant de la société sœur HEF M&S) soit opérationnel dès la délivrance de son autorisation environnementale. Les quantités de déchets issus de l'activité TSA étant insuffisantes pour réaliser tous les tests, il est nécessaire d'accueillir et traiter temporairement (1 an) sur site des déchets en provenance d'entreprises extérieures (appartenant au groupe HEF ou non).</p> <p>Aussi, le site TSA a besoin d'une autorisation temporaire au titre de la rubrique 2790, car cette rubrique est "sans seuil". Les quantités traitées seront de l'ordre de 2 t/j donc inférieures au seuil de 10 t/j qui soumettrait l'activité à la Directive IED. Une fois le procédé validé pour les différentes concentrations en sels, les installations utilisées pour les tests ont vocation à être pour partie transférées sur le GREEN CENTER, pour une autre partie à rester sur le site TSA pour le traitement de ses bains usés.</p> <p>L'exploitant indique qu'il n'y a pas d'émissions canalisées sur le procédé qui sera testé. Dans la mesure où il produit des émissions diffuses (NH3 principalement), des analyses d'air ambiant sont à réaliser. L'inspection a noté qu'un scrubber sera installé sur le GREEN CENTER pour traiter les émissions de NH3 : l'exploitant doit préciser pourquoi un tel dispositif de traitement n'est pas prévu sur TSA (lors de la visite, l'odeur d'ammoniac était présente)</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Décision de l'Autorité environnementale (préfète de la Loire)

N° 7 : Projet Pilote Sels de lithium

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2015, article Titre 8
Thème(s) : Risques accidentels, Risques liés au procédé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « b) Au cumul avec d'autres projets existants ou approuvés
<p>Constats : L'exploitant doit examiner dans son dossier</p> <ul style="list-style-type: none"> - les risques inhérents au projet et les dispositions existantes ou prévues pour les prévenir - les effets domino potentiels en provenance du GREEN CENTER <p>L'EDD produite dans le dossier GREEN CENTER doit contenir les éléments permettant de répondre à ce point. Ils pourront être transposés au dossier de TSA. Le site n'a jamais réalisé d'étude de dangers, l'exploitant propose de mandater un prestataire pour la réaliser. Il précisera les délais prévus pour sa production</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Décision de l'Autorité environnementale (préfète de la Loire)